Cahier de doléances du Tiers État de Hombourg Haut et Bas (Moselle)

État des plaintes que fournissent les habitants et communauté de Hombourg Haut et Bas, sur la mauvaise administration, les impositions et les vexations outrées que l'on exerce journellement sur eux.

1°. Il est constant qu'il est à désirer qu'on ne puisse à l'avenir établir ni proroger aucun impôt, de quelle nature il soit, que du consentement de la nation.

2°. Qu'il serait de l'utilité pour les sujets de Sa Majesté que les intendants de province et leurs subdélégués soient supprimés comme étant une charge onéreuse à l'État, et que l'administration qui leur est confiée soit remise à chaque province : 1) Sa Majesté éviterait et épargnerait annuellement une somme de 60 000 livres, qu'elle paye à chaque intendant ; 2) en ce que les sujets du roi seraient beaucoup soulagés : car lorsqu'il est question de faire autoriser une communauté, soit pour intenter une action, soit en défendant, elle peut être six mois et même plus avant d'y parvenir, malgré les différents placets et voyages qu'elle est obligée de faire faire, qui lui deviennent très coûteux. Est-ce en défendant ? elle est obligée de demander des huit à dix remises avant de parvenir à être autorisée, tandis que, s'il lui était permis de faire consulter le cas par deux ou trois avocats, ceux-ci, la trouvant fondée, pourraient l'autoriser : ce qui serait beaucoup moins coûteux.

3°. Bien loin de se louer de la conduite des subdélégués, l'on ne peut que s'en plaindre très amèrement, notamment de leurs vexations outrées. S'agit-il de quelques réparations à faire soit à un presbytère, église ou cimetière ? ce subdélégué y envoie premièrement l'inspecteur des ponts et chaussées pour en faire la visite, reconnaissance et un état estimatif : cette opération, quoique très inutile, coûte néanmoins des 20, 30, 40, 30 livres, et même plus quelquefois. Ensuite le subdélégué s'y transporte avec son secrétaire, en fait l'adjudication et perçoit pour ses honoraires une somme exorbitante, outre les droits de son secrétaire, et ce pour trois à quatre heures de travail.

Les syndics de chaque communauté sont atténués de rendre compte de leur gestion et administration à la fin de l'année de leur syndicat. Ce subdélégué, au lieu d'allouer les dépenses légitimement faites par ce syndic comptable, les contrarie, les raye, de sorte que, quand ce syndic serait légitimement créancier de la communauté, il en devient son débiteur ; et ¹ prend pour son calcul des 12, 15 et 18 livres, outre les expéditions de ce compte, qu'il se fait encore payer à part. Ce syndic se plaint-il de cette taxe énorme ? refuse-t-il de payer ? il l'envoie prendre par un ou deux cavaliers de maréchaussée et se fait payer forcément, outre les frais de courses. Ce n'est point le tout : ce subdélégué, après avoir auditionné tous les comptes de son département, 10, 15 et 20 années après se les fera représenter de nouveau, les revérifiera encore et se fera payer de nouveau les frais de calcul fort chers, tandis qu'un compte une fois auditionné et apuré doit suffire.

4°. Le prix des bois est excessif ; et pourquoi ? La chose est sensible : il y a à Hombourg Haut et Bas une forge considérable ; à Sainte-Fontaine, à une demi-lieue de distance, il y a encore une forge ; et à Saint-Charles, tout près de Sainte-Fontaine, il y a encore une platinerie. Ces trois usines consomment une quantité prodigieuse de bois qui appartenaient, il y a environ 40 ans, à la communauté du dit Hombourg, à la ville de Saint-Avold, Lixing, Ebersing, L'Hôpital, Valmont, et à la Petite-Ebersvillers, à tirée d'acensement et par titres, que feu le sieur de Hayange leur a enlevés en vertu d'un arrêt du conseil, de sorte que ces habitants et communautés ont non seulement perdu le fond, mais encore la vaine et grasse pâture ; et quoiqu'il y ait des coupes qui, depuis un temps immémorial, ne produisent rien que de la fougère, et d'autres très peu de pâture, quoiqu'elles aient des 20 à 30 ans d'âge, conséquemment très défensables, encore la maîtrise des eaux et forêts de Dieuze leur y refuse-t-elle la vaine pâture, au point que, si un habitant ou laboureur y faisait vain pâture ses bestiaux, il serait écrasé tant par les amendes, dommages-intérêts, que frais de poursuite : ce qui est déjà arrivé maintes fois.

5°. Cette communauté possédait encore environ 90 fauchées de pré, situées sur son ban, à elle données par le seigneur feu François de Grimaldy, prince de Lixheim ; le sieur de Hayange les lui a encore enlevées.

¹ il

Elle possédait encore une autre prairie, qui a été presque totalement comprise dans la nouvelle route qui conduit de Saint-Avold à Francfort, de sorte qu'il ne lui reste plus de pâture pour leurs bestiaux, et conséquemment très peu de fourrage, eu égard encore que Hombourg-la-Ville est situé sur une hauteur et que tout ce qui l'environne est roc et montagne.

6°. Les forêts sont totalement dévastées, comme il vient d'être dit, par la consommation [de bois] que font annuellement ces forges, et c'est ce qui le rend si cher.

7°. Il serait d'une utilité indispensable pour le bien des sujets du roi de supprimer les maîtrises, qui ne contribuent pas peu à la ruine des sujets par la perception des droits exorbitants qu'elles tirent soit pour le martelage des bois, soit enfin pour la vente d'iceux. la communauté du dit Hombourg, composée de 192 feux, possède un bois communal, dans lequel elle a annuellement 22 arpents de bois d'affouage ; et le dit Hombourg-le-Haut et Hombourg-le-Bas possèdent ensemble 28 arpents aussi annuellement, qui ensemble peuvent produire environ une demi-corde à chaque habitant, et pour le martelage desquels ils payent aussi à la dite maîtrise une somme de 168 livres de France, outre les frais de quittance et autres faux frais. Il serait bien plus avantageux pour la dite communauté que l'administration de leurs bois fût déferée aux officiers du bailliage ; les frais seraient beaucoup moins considérables.

Une autre circonstance encore pas moins frappante est que, si une communauté est nécessitée de faire vendre une coupe de bois communal soit pour acquitter une dette urgente, soit pour la reconstruction d'un bâtiment communal, etc., la maîtrise contraint l'adjudicataire de cette coupe de payer ² le prix de son adjudication, qui y étant une fois versé, il faut en consommer le quart au moins avant de pouvoir toucher les trois autres quarts ; pendant ce laps de temps l'adjudicataire des dits ouvrages écrase cette communauté en frais pour être payé : voilà l'utilité et l'avantage de ces maîtrises.

Cette maîtrise, sous le spécieux prétexte que la communauté de Hombourg-le-Haut et Bas a trop de bois pour son chauffage, procède tous les trois ans, et ce depuis neuf ans, au martelage et à la vente d'une coupe de bois qui doit nécessairement être pour leur affouage, en fait verser le prix en sa caisse, dont les deux tiers reviennent, dit-elle, à la dite communauté, et l'autre tiers au roi. La dite communauté, qui n'a, comme il vient d'être dit, qu'une demi-corde ou environ de bois pour chaque habitant de Hombourg Haut et Bas, supplie très humblement Sa Majesté de faire défenses à la dite maîtrise de faire à l'avenir aucune vente de ses bois communaux qu'au préalable elle ne le demande.

8°. La dite communauté n'a aucune plainte à porter contre l'administration de la justice ; mais, quant aux inventaires à faire, ils pourraient l'être par un notaire et deux témoins qui apprécieront le mobilier : ce qui serait beaucoup moins coûteux.

9°. La création des jurés priseurs est très nuisible au peuple, d'autant qu'il perçoit 3 livres de France par chaque vacation, outre son voyage, et qu'en cas de vente, il perçoit encore les mêmes droits, outre son procès-verbal et l'expédition d'icelui, il raison de 6 livres par rôle pour l'un et l'autre, outre le quart denier.

10°. Hombourg-le-Haut et Bas est éloigné de cinq lieues de la ville de Boulay : il ne s'en plaint pas.

11°. La traite foraine est très nuisible à l'État. Il paraît même que les employés d'icelle s'appliquent avec cœur à vexer le pauvre peuple, et il n'y a pas de doute que les acquits qu'ils forcent à prendre pour peu de chose ne soient à charge.

12°. Que, s'il était possible d'obtenir des grâces du roi la réformation des salines et le pouvoir de faire venir soit par eau ou par voitures les sels de la mer, il est certain que, devenant marchand, le peuple l'aurait au moins au même prix que les étrangers le payent aux dites salines : ce qui ferait un soulagement considérable pour le pauvre peuple. Il en est de même pour le tabac, qui, s'il était libre et marchand, serait beaucoup meilleur et à plus bas prix. Et quant aux employés des fermes, il n'y a vexations ni exactions qu'ils n'aient exercées et n'exercent journellement sur le pauvre peuple : les preuves en sont fréquentes et existantes, et il est vrai de dire qu'en supprimant cette ferme générale, laissant le commerce libre dans l'intérieur du royaume, on le verrait tôt fleurir et s'enrichir, et pur là en état de pouvoir soutenir la couronne.

13°. L'impôt des cuirs, poudre, amidon, papier et carton, la marque d'or et d'argent, est une charge très onéreuse au pauvre peuple, qui à peine peut parvenir à se faire chausser pour la cherté des cuirs.

14°. La communauté de Hombourg-le-Haut et Bas paye pour subvention et ponts et chaussées 1868 l. 17 s. ; pour vingtième 1100 l. : pour la chaussée 215 l. ; imposition ministérielle pour le logement des troupes

² à sa caisse

à Saint-Avoid 216 l., et entretien des magasins de fourrages pour les dites troupes ; et 21 l. pour droits dus au domaine affectés sur un canton de terres : ce qui fait un total de 3420 l. 17 s., non compris 168 l. de France portées par l'art. 7.

La communauté aura l'honneur d'observer que le ban de Hombourg Haut et Bas est montagneux, d'un sable léger, qui ne produit que du seigle, des topinambours ; que, les frais de culture³ les semences payés et retirés, le sciage, engrangement, battage pavés ou prélevés, il ne reste aux cultivateurs, au nombre de 22, que pour quatre à cinq mois de vivres ; et il est constant que tous autres propriétaires n'en ont pas tant.

Il y a au moins le quart de cette communauté qui mendie son pain, de sorte que, par ce peu de rapport qui reste après tout payé, il est évident que les habitants de la dite communauté payent au moins un tiers au delà du produit de leurs revenus, et, ce qui les appauvrit encore plus, c'est le défaut de fourrage et la cherté du sel et⁴ de pâture dans leurs bois, qui les met hors d'état d'élever des nourris, qui devraient servir tant à la culture des terres que pour leur nourriture.

15°. La dite communauté ne consent à aucun impôt avant que le conseil du roi ait rendu l'arrêt portant rétablissement des États de notre province et qu'on soit en mesure pour réformer les plus principaux abus, qu'on ait décidé et fixé le retour périodique des États généraux.

³ et

⁴ le défaut